

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 26/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGRALIA - Samadet**

3 Rue de Pion  
40465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : -

Code AIOT : 0005201924

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement AGRALIA - Samadet implanté 31, Z.I. Samadet 40320 Samadet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRALIA - Samadet
- 31, Z.I. Samadet 40320 Samadet
- Code AIOT : 0005201924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRALIA exploite à Samadet un silo de stockage de capacité totale de 15 120 m<sup>3</sup>. Cet établissement est affecté uniquement au maïs, il reçoit, sèche, stocke et réexpédie le maïs récolté dans le secteur. En outre, il fournit aussi les agriculteurs du secteur en produits pour la culture de maïs (semence, engrais, amendement et produits phytosanitaires).

Les installations se composent de :

- un bâtiment abritant 4 cellules cylindriques métalliques verticales ouvertes (C1 : 6 600 m<sup>3</sup>, C2 : 6 600 m<sup>3</sup>, GH1 : 640 m<sup>3</sup>, GH2 : 640 m<sup>3</sup>) ;
- 2 cellules extérieures pour maïs humide (230 + 300 m<sup>3</sup>) ;
- 3 boisseaux de chargement pour camions ;
- 1 bâtiment utilisé pour le stockage et la distribution de produits destinés à l'agriculture ;
- 2 séchoirs de capacité 5,55 MW ;
- 1 dépôt d'engrais liquide (2 cuves de 100 m<sup>3</sup> chacune et 2 cuves de 50 m<sup>3</sup> chacune).

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 18 juin 2025 ainsi que les documents transmis par courriels du 05 août 2025 permettent de lever les non-conformités ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-535 en date du 27 août 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Agralia, exploitant des silos de céréales sur la commune de Samadet est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté
<b>Constats :</b>  Suite à la visite d'inspection du 13 juin 2024, l'exploitant devait justifier de l'entretien et du maintien en état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve de 180 m<sup>3</sup> située à l'entrée du lotissement (propriété communale) ;</li> <li>• un poteau incendie en bordure de la route départementale (propriété communale).</li> </ul> L'exploitant rencontre des difficultés pour s'assurer du bon entretien et du maintien en

<p>fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie externes cités ci-dessus.</p> <p>Ainsi, l'exploitant a mis en place un moyen de lutte contre l'incendie au sein du périmètre ICPE (voir constat n°2).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâche souple
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 18 juin 2025, ainsi qu'aux courriels des 18 juin, 22 juillet et 5 août 2025, il apparaît que l'exploitant a mis en place, sur une zone étanche, une bâche souple de 240 m<sup>3</sup> dans un rayon de 100 mètres des installations à risques.</p> <p>La non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-535 en date du 27 août 2024 est levée suite aux constats de la visite d'inspection du 18 juin 2025 et des éléments transmis par courriels en juillet et août 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure